

Productions scientifiques de l'équipe Droit social 2016-2021

1. Journaux/Revue

Articles scientifiques

1. BOUTON Jacqueline, « Le comité social et économique et la santé au travail », in n° spécial « Représentation et négociation collectives à la lumière des ordonnances Macron », *Droit ouvrier*, juillet 2019, n° 852, p. 453-460.
2. DABOSVILLE Benjamin, « Les institutions représentatives du personnel face à l'épidémie du Covid-19 : analyse comparative des droits français et allemand », *Chroniques du travail*, 2021, n° 11, p. 23-36.
3. DABOSVILLE Benjamin, « Expression religieuse et relation de travail : les juges français et allemands au défi du droit de l'Union », *Droit social*, 2021, p. 679-695.
4. DABOSVILLE Benjamin, « La protection de la vie privée des salariés face au pouvoir d'investigation de l'employeur : comparaison franco-allemande », *Revue de droit du travail*, 2020, n° 7-8, p. 491-503.
5. DABOSVILLE Benjamin, « Les outils de coordination entre le CSE et ses satellites (commissions, représentants de proximité) », *Droit ouvrier*, 2020, n° 865, p. 600-609.
6. DABOSVILLE Benjamin, « Vidéosurveillance cachée sur les lieux de travail : l'aveuglement de la Cour européenne des droits de l'Homme », *Revue de droit du travail*, 2020, n° 2, p. 122-128.
7. DABOSVILLE Benjamin, « Vie personnelle du salarié et droit disciplinaire : la forteresse menace ruine », *Revue de droit du travail*, 2020, n° 10, p. 677-614.
8. DABOSVILLE Benjamin, « Le délégué syndical confronté au nouvel environnement juridique de la négociation collective d'entreprise : les défis d'une "refondation" », *Chroniques du travail*, décembre 2019, n° 9, p. 29-47 (en [open access](#)).
9. DABOSVILLE Benjamin, « Le referendum d'entreprise ou le spectre de la démocratie illibérale », *Droit ouvrier*, juillet 2019, n° 852, n° spécial "Représentation et négociation collectives à la lumière des ordonnances macron", p. 432-437.
10. DABOSVILLE Benjamin, « Les représentants de proximité : à la recherche des traits caractéristiques d'une nouvelle figure de représentants du personnel », *Revue de droit du travail*, juin 2019, n° 6, p. 387-399.
11. DABOSVILLE Benjamin, « L'égalité en matière de rémunération : comparaison franco-allemande », *Revue de droit du travail*, janvier 2019, n° 1, p. 59-71.
12. DABOSVILLE Benjamin, « Le "téléprivé", étude sur l'utilisation à des fins personnelles des outils de communication de l'entreprise », *Revue de droit du travail*, décembre 2018, n° 12, p. 826-837 (en [open access](#)).
13. DABOSVILLE Benjamin, « Communication personnelle en entreprise et surveillance patronale : new deal ou statu quo ? », *Droit social*, mai 2018, n° 5, p. 455-464.
14. DABOSVILLE Benjamin, « Le salaire minimum légal, la convention collective et le juge : comparaison franco-allemande », *Revue de droit du travail*, janvier 2018, n° 1, p. 77-90.
15. DUQUESNE François, « De l'imprudence aggravée du coordonnateur de travaux et du délégataire de pouvoirs », *Semaine sociale Lamy*, 2021, n° 1866.
16. DUQUESNE François, « La négociation du périmètre de l'instance décentralisée du CSE », *La Semaine juridique Sociale*, 2020, p. 1033.
17. FUENTES Catherine, « Des instances séparées à l'instance unique : quelle place pour la santé au travail ? », *Droit ouvrier*, septembre 2020, n° 865, p. 610-616.
18. JOHANSSON Anja, « Astreintes : organisation et lieu d'exécution après la loi "travail" et à la lumière du droit européen », *Droit ouvrier*, mars 2017, p. 152-164.

19. KEIM-BAGOT Morane et MILET Laurent, « Autour de la pensée d'Yves Saint-Jours », *Droit ouvrier*, septembre 2021, p. 485.
20. LARONZE Fleur, « Des politiques publiques aux initiatives territoriales de l'emploi », *Droit social*, juillet 2021, n° 7-8, p. 665.
21. LARONZE Fleur, « Introduction du dossier "Le Comité social et économique (CSE) : acteurs et actions en matière de négociation collective" », *Droit ouvrier*, septembre 2020, n° 865, p. 589.
22. LARONZE Fleur, « Dix ans après ! Les conflits de normes dans les relations de travail. Contribution à l'étude des organisations », *Horizons du droit, Revue de l'Association française des docteurs en droit*, octobre 2020, p. 103-122.
23. LARONZE Fleur, « Les mines d'or de Salsigne. Mise en lumière d'une catastrophe silencieuse, dans Dossier sur Cinquante ans de désindustrialisation », Boulat Régis (éd.), *Revue du Rhin Supérieur*, octobre 2019, n° 1, p. 133-151 (en [open access](#)).
24. LARONZE Fleur, « La communauté de salariés : diversité des intérêts et unité des droits ? », *Droit ouvrier*, juillet 2019, p. 420-431.
25. LARONZE Fleur, « La communauté de travail : de la diversité constatée à l'unité recherchée des intérêts », *Droit ouvrier*, juillet 2019, n° 852, n° spécial « Représentation et négociation collectives à la lumière des ordonnances macron », p. 420-431 (en [open access](#)).
26. LARONZE Fleur et SCHMITT Mélanie, « La religion et le travail au milieu du gué européen : sur la méthode juridico-politique des avocats généraux près la CJUE », *Revue du droit des religions*, mai 2017, n° 3, p. 125-137 (en [open access](#), DOI : [10.4000/rdr.870](https://doi.org/10.4000/rdr.870)).
27. MEFTAH Inès, « Discrimination syndicale dans le déroulement de carrière et prescription », *Revue de Droit du Travail*, juillet 2021, n° 7-8, p. 464.
28. MEFTAH Inès, « Le contrôle de la justification du licenciement consécutif au refus d'application d'un accord de mobilité interne : entre rétrospectives et perspectives », *Revue de Droit du Travail*, février 2021, n° 2, p. 104.
29. MEFTAH Inès, « La négociation ayant pour objet ou acteur le comité social et économique : entre délitement et altération du lien entre négociation collective et revendication », *Droit ouvrier*, septembre 2020, n° 865, p. 640-646.
30. MEFTAH Inès, « L'articulation entre accord de groupe portant engagement sur l'emploi et accords d'entreprises : le crépuscule du principe de faveur », *Revue de Droit du Travail*, mars 2020, n° 3, p. 191.
31. MEFTAH Inès, « La carrière des salariés titulaires de mandat », *Revue de Droit du Travail*, avril 2019, n° 4, p. 234.
32. MEFTAH Inès, « Le contrôle des catégories professionnelles en quête de mesure », *Revue de Droit du Travail*, février 2019, n° 2, p. 108.
33. MEFTAH Inès, SIMONPOLI Jean-Dominique et ROUSSEL Magali, « Faut-il craindre que l'employeur devienne juge des compétences professionnelles acquises dans le cadre d'un mandat de représentation ? », *Revue de Droit du Travail*, janvier 2020, n° 1, p. 10.
34. MEYER Francis, « Accidents du travail et maladies professionnelles : la longue quête des victimes pour obtenir une meilleure réparation du dommage corporel », *Droit ouvrier*, octobre 2016, n° 819, p. 603-619.
35. MEYER Francis, « Exposition à l'amiante, renoncement au préjudice d'anxiété et obligation de sécurité », *Revue de droit du travail*, 2016, n° 4, p. 272-275.
36. MEYER Francis, « La loi Travail : aspects concernant la médecine du travail », *Revue de droit du travail*, 2016, n° 12, p. 821-823.
37. MOIZARD Nicolas, « Des dispositions nationales plus favorables de protection de la liberté religieuse justifiant une discrimination indirecte, CJUE 15 juillet 2021, aff. jtes C-804/18 et C-341/19, WABE », *Revue de droit du travail*, n° 12, 2021, p. 715-720.
38. MOIZARD Nicolas, « La proposition de directive sur la transparence salariale entre les femmes et les hommes : avancées et incertitudes », *Revue de Droit du Travail*, juillet 2021, n° 7-8, p. 431-440.
39. MOIZARD Nicolas, « Crise sanitaire et discriminations au travail », *Revue du droit du travail*, avril 2020, n° 4, p. 257-259.

40. MOIZARD Nicolas, « La Charte sociale valorisée par les juges nationaux : le rôle perturbateur des syndicats », *Europe des Droits & Libertés/Europe of Rights & Liberties*, mars 2020, n° 1, p. 79-86.
41. MOIZARD Nicolas, « COVID-19 and Labour Law: France », *Italian Labour Law e-journal*, 13, 2020, Special Issue 1 (en [open access](#), DOI : 10.6092/issn.1561-8048/10782).
42. MOIZARD Nicolas, « Les discriminations indirectes : la mission complexe des partenaires sociaux dans l'entreprise », *Droit social*, 2020, p. 320-327.
43. MOIZARD Nicolas, « Introduction générale », *Droit ouvrier*, juillet 2019, n° 852, n° spécial "Représentation et négociation collectives à la lumière des ordonnances macron", p. 409-417.
44. MOIZARD Nicolas, « La place des syndicats dans la négociation collective d'entreprise », *Droit ouvrier*, 2019, p. 410-417.
45. MOIZARD Nicolas, « Baby Loup, vers une nouvelle discrimination en droit français ? », *Personnel*, octobre 2018, p. 19-20.
46. MOIZARD Nicolas, « Le principe de non-discrimination en raison de l'âge doit constituer une liberté fondamentale », *Droit social*, 2018, n° 6, p. 537-540.
47. MOIZARD Nicolas, « Le socle européen des droits sociaux : un nouvel instrument indéterminé », *L'Observateur de Bruxelles*, avril 2018, p. 48-55.
48. MOIZARD Nicolas, « Enjeux et perspectives offerts par l'application des normes constitutionnelles et internationales, au regard de la loi « Travail ». Contrer et construire », *Droit ouvrier*, 2017, p. 209-216.
49. MOIZARD Nicolas, « Les toges européennes se déchirent sur le voile au travail », *Revue de droit du travail*, 2017, n° 9, p. 569-570.
50. MOIZARD Nicolas, « La neutralité des salariés dans l'entreprise », *Revue de droit du travail*, 2016, n° 12, p. 817-818.
51. MOIZARD Nicolas, « Vers des « principes essentiels » européens », *Semaine sociale Lamy*, 2016, p. 9.
52. MOIZARD Nicolas, BUCHER Anne, FORTÉ Michèle *et al.*, « Égalité professionnelle : quels apports de la négociation « administrée », in L'égalité dans l'entreprise », *Chroniques du travail*, décembre 2018, n° 8, p. 149-173.
53. MOIZARD Nicolas et KEIM-BAGOT Morane, « Santé au travail et pandémie : les droits du salarié en recul ? », *Revue du droit du travail*, janvier 2021, n° 1, p. 25-36.
54. MRAOUAHI Sabrina, « Télétravail et santé : pour un mariage réussi », *Droit ouvrier*, juillet 2021, n° 875-876, p. 444.
55. MRAOUAHI Sabrina, « Expertise du CHSCT : sur les conséquences d'une confusion des voies de contestation », *Revue de droit du travail*, juin 2021, n° 6, p. 405.
56. MRAOUAHI Sabrina, « Contestation de l'expertise du CHSCT : sur les conséquences d'une confusion des voies de contestation », *Revue de droit du travail*, juin 2021, n° 6, p. 405.
57. MRAOUAHI Sabrina, « Preuve et protection des données personnelles : l'illicéité n'emporte pas toujours l'irrecevabilité », *Revue de Droit du Travail*, mars 2021, n° 3.
58. MRAOUAHI Sabrina, « Point de départ de la péremption prud'homale : quand l'écrit rencontre la procédure orale », *Lexbase Hebdo Édition Sociale*, février 2021.
59. MRAOUAHI Sabrina, « L'expert du CSE », *Droit ouvrier*, septembre 2020, n° 865, p. 617-623.
60. MRAOUAHI Sabrina, « La remise de dettes nées de la législation de la sécurité sociale sous contrôle judiciaire », *Revue du droit du travail*, juin 2020, n° 6, p. 419.
61. MRAOUAHI Sabrina, « Préjudice d'anxiété : (re)précisions sur le régime de la prescription de l'action en réparation », *Revue de Droit du Travail*, mars 2020, n° 3, p. 205.
62. MRAOUAHI Sabrina, « Transaction conclue au cours de l'exécution du contrat de travail : efficacité circonscrite des clauses de renonciation générale », *Revue de Droit du Travail*, décembre 2019, n° 12, p. 804.
63. MRAOUAHI Sabrina, « La mutation du référé en la forme : bienvenue à la procédure accélérée au fond ! », *Revue de Droit du Travail*, octobre 2019, n° 10, p. 651.
64. MRAOUAHI Sabrina et GUIOMARD Frédéric, « Taking Rights unseriously », *Revue de Droit du Travail*, novembre 2020, n° 11, p. 695.
65. MRAOUAHI Sabrina, « La justice du travail en état d'urgence sanitaire », *Revue de Droit du Travail*,

avril 2020, n° 4, p. 268.

66. MRAOUAHI Sabrina et GUIOMARD Frédéric, « Abécédaire des décrets récents de réforme de la procédure civile », *Revue de Droit du Travail*, janvier 2020, n° 1, p. 67.
67. MULLER Fabienne, « Le détachement dans tous ses états : illustrations avec l'épilogue de l'affaire Flamanville », *Droit social*, avril 2021, n° 4, p. 335-345.
68. MULLER Fabienne, « La révision des règles en matière de détachement : l'heure des choix en droit travail et droit de la sécurité sociale », *Revue trimestrielle de droit européen*, 54, janvier 2018, n° 1, p. 75-98.
69. MULLER Fabienne, « Effectivité des droits des salariés détachés : quelle contribution à la lutte contre la concurrence sociale déloyale ? », *Droit social*, juillet 2016, n° 7, p. 630-639.
70. MULLER Fabienne, « La saga du A1 ou l'inertie au service de la fraude au détachement », *Droit ouvrier*, juillet 2016, n° 816, p. 442-449.
71. MULLER Fabienne, « La prise en charge de l'hébergement des travailleurs, une patate chaude... », *Revue de droit social*, avril 2016, n° 4, p. 372.
72. ROCCA Marco, « ? To ? What a Way to Make a Livin': the Court of Justice and the Obligation to Record Working Time », *International Labor Rights Case Law*, 6, 2020, n° 1, p. 95-99 (en [open access](#)).
73. ROCCA Marco, DE WISPELAERE Frederic, « The dark side of the tour. Labour and social security challenges of highly mobile workers in the live performance sector », *ERA-Forum*, n° 21, 2020, p. 35-46 (en [open access](#), DOI : 10.1007/s12027-020-00600-2).
74. ROCCA Marco et BORELLI Silvia, « Et soudain, ce silence entre nous » – Histoires de dialogues interrompus entre les Cours nationales et supranationales », *Revue de Droit comparé du Travail et de la Sécurité sociale*, 2018, n° 2, p. 94-108 (en [open access](#)).
75. ROCCA Marco et HARDY Pénélope (doctorante), « Arrêt «CRPNPAC et Vueling Airlines» : travailleurs détachés et conditions du retrait d'un certificat de détachement par le juge national publication », *Journal de droit européen*, 2020, p. 399-401 (en [open access](#)).
76. ROCCA Marco et LOUIS Julien, « Europe sociale - Les manifestes pour une Europe sociale : Éliane Vogel-Polsky et ses compagnons de route », *e-Legal. Revue de droit et de criminologie de l'ULB*, n° 3, février 2020, p. (en [open access](#)).
77. ROCCA Marco et MIHMAN Nathalie, « Controverse : Quelle approche juridique de la mobilité du travail en Europe ? », *Revue de droit du travail*, mars 2021, n° 3, p. 151-158 (en [open access](#)).
78. ROCCA Marco et VRIJSEN Ann, « Climbing the chain: the Belgian system of joint liability for the payment of wages / Belgijski system wspólnej odpowiedzialności za wypłatę wynagrodzeń — łańcuch wzajemnych powiązań », *Praca i zabezpieczenie społeczne / Labour and Social Security Journal*, 2020, n° 1, p. 11-19 (en [open access](#)).
79. SCHMITT Mélanie, « Le principe de subsidiarité sociale. Observations à partir de l'affaire *EPSU et Goudriann c/Commission européenne* », *Droit ouvrier*, novembre 2020, p. 733-755.
80. SCHMITT Mélanie, « Négocier la représentation collective en droit de l'Union européenne », *Droit ouvrier*, juillet 2019, n° 852, n° spécial "Représentation et négociation collectives à la lumière des ordonnances macron", p. 438-445.
81. SCHMITT Mélanie, « La «représentation équilibrée» sauvée par les normes européennes et internationales », *Droit ouvrier*, 2019, p. 351-370.
82. SCHMITT Mélanie, « Négocier la représentation en droit de l'Union européenne », *Droit ouvrier*, 2019, p. 438-445.
83. SCHMITT Mélanie, DORSSEMONT Filip et LÖRCHER Klaus, "On the Duty to Implement European Framework Agreements: Lessons to be Learned from the Hairdressers Case", avec, *Industrial Law Journal*, vol. 48, n° 4, déc. 2019, p. 571 à 603 (en [open access](#), DOI : [10.1093/indlaw/dwz007](#)).
84. SCHMITT Mélanie, « Négocier la représentation en droit de l'Union européenne », *Droit ouvrier* 2019, p. 438-445.
85. SHMITT Mélanie, « La «représentation équilibrée» sauvée par les normes européennes et internationales », *Droit ouvrier* 2019, p.351-370.

86. SCHMITT Mélanie, « La recomposition du droit du travail de l'Union européenne », *Droit social*, 2016, p. 703-716.

Commentaires d'arrêts

87. DUQUESNE François, « Autonomie décisionnelle du chef d'établissement et exercice effectif des prérogatives du CSEE », note Cass. soc., 9 juin 2021, n° 19-23.153 P et n° 19-23.745 P », *La Semaine Juridique - Édition Générale*, 2021, p. 807.
88. DUQUESNE François, « Défaut de communication du plan de coordination : le maître d'ouvrage hors de cause », note sous Cass. crim., 16 mars 2021, n° 20-81.316 P », *La Semaine juridique Social*, 2021, p. 1107.
89. DUQUESNE François, « Droit du CSE à l'information détenue par une entreprise tierce avant toute décision : les juges à l'unisson ! », note sous CA Paris 19 novembre 2020 N° RG 20/06549 », *La Semaine juridique Social*, 2021, p. 3120.
90. DUQUESNE François, « L'incompatibilité de l'activité salariée et de l'entraide », obs. sous Cass. crim., 26 mai 2021, n° 20-85.118 F-P », *La Semaine juridique Social*, 2021, p. 1184.
91. DUQUESNE François, « L'intérêt donnant qualité à agir au CSE », note sous CE, sect., 9 mars 2021, n° 433214 », *La Semaine juridique Social*, 2021, p. 1095.
92. DUQUESNE François, « L'ombre portée de l'entrave à la mission du comité d'entreprise », note sous Cass. crim., 30 mars 2021, n° 20-81.030 », *La Semaine juridique Social*, 2021, p. 1141.
93. DUQUESNE François, « Le salarié représentant de la personne morale au sein du groupe d'entreprises », note sous Cass. crim., 16 juin 2021, n° 20-83.098 P », *La Semaine juridique Social*, 2021, p. 1223.
94. DUQUESNE François, « Comité social et économique - Action en justice du comité d'entreprise : représentation par l'un de ses membres (toujours) obligatoire », note sous Cass. crim., Cass. crim., 9 sept. 2020, n° 19-83.139, F-P+B+R+I », *La Semaine juridique Social*, 2020, p. 3048.
95. DUQUESNE François, « Contenu la délégation de compétence du chef de l'établissement distinct au sens du comité social et économique », note sous Cass. soc., 22 janvier 2020, n° 19-12.011 P », *La Semaine juridique Social*, 2020, p. 1045.
96. DUQUESNE François, « L'opposabilité de l'accord plus favorable portant sur les moyens alloués au comité d'entreprise », note sous Cass. soc., 5 févr. 2020, n° 12-23.055 », *La Semaine juridique Social*, 2020, p. 1083.
97. DUQUESNE François, « La continuité fonctionnelle de la personne morale et le délégataire de pouvoirs en matière pénale », note sous Cass. (crim.), 25 nov. 2020, n° 18-86.955 », *La Semaine juridique Social*, 2020, p. 1022.
98. DUQUESNE François, « La mesure d'adaptation spécifique à l'établissement doit être précisée par le comité d'établissement », note sous Cass. soc., 1er juillet 2020, n° 18-24.746 », *La Semaine juridique Social*, 2020, p. 3005.
99. DUQUESNE François, « Le droit du CSE de recueillir l'information détenue par une entreprise tierce », note sous Tribunal judiciaire de Paris, réf., ord. du 9 octobre 2020, N° RG 20/56077 », *La Semaine juridique Social*, 2020, p. 3078.
100. DUQUESNE François, « Plénitude de pouvoirs du juge judiciaire dans la délimitation du périmètre des CSEE », note sous Cass. soc., 8 juillet 2020, n° 19-11.919 P », *La Semaine juridique Social*, 2020, p. 3023.
101. DUQUESNE François, « L'entrave à la mise en place des institutions du personnel entre les deux rives », note sous Cass. crim., 4 juin 2019, n° 18-82.504 », *La Semaine juridique Social*, 2019, p. 1247.
102. DUQUESNE François, « L'autonomie suffisante de l'établissement distinct au sens du CSE », Cass. soc., 19 décembre 2018, n° 18-23.655 P », *La Semaine juridique Social*, 2019, p. 1021.
103. DUQUESNE François, « La délimitation du périmètre des établissements distincts au sens du Comité social et économique à l'aune de l'obligation de loyauté (Cass. soc., 17 avr. 2019, n° 18-22.948, P+B+R+I) », *La Semaine Juridique - Édition Générale*, 2019, p. 576.
104. DUQUESNE François, « La violation de l'accord sur le droit syndical et le délit d'entrave, » note

- sous Cass. Crim., 9 avril 2019, n° 18-80.921 », *Recueil Dalloz*, 2019, p. 1527.
105. DUQUESNE François et COEURET A., « La qualité et le pouvoir du représentant de l'employeur au comité d'entreprise », obs. sous Cass. soc., 25 nov. 2020, n° 19-18.681, P », *Semaine sociale Lamy*, 2021, n° 1938, p. 18.
 106. DUQUESNE François et HEINTZ Joey, « À la recherche du niveau caractérisant un établissement distinct au regard de l'autonomie de gestion de son responsable. Note sous Cass. soc., 11 déc. 2019, n° 19-17.298, F-P+B », *La Semaine juridique Social*, 2020, p. 1015.
 107. DUQUESNE François, « Chef d'établissement et super délégué de pouvoirs ? Note sous TI Caen, 5 juillet 2019, RG n° 11-19-000706 », *La Semaine juridique Social*, 2019, p. 1260.
 108. KEIM-BAGOT Morane, « Choc émotionnel au cours d'un entretien préalable au licenciement et accident du travail, note sous Soc., 9 sept. 2021, n° 12-25.418 », *La Semaine juridique Social*, 2021, p. 1256.
 109. KEIM-BAGOT Morane, « Faute inexcusable : les souffrances physiques et morales doivent être indemnisées distinctement de la rente AT-MP, CA Nancy 7 sept. 2021, n° 21/00095, Civ. 2e, 8 juill. 2021, n° 20-23.673 », *Bulletin Joly Travail*, octobre 2021, n° 10, p. 34.
 110. KEIM-BAGOT Morane, « Faute inexcusable de l'employeur après exposition à l'amiante : qui supporte les coûts ?, Civ. 2e, 8 juil. 2021, n° 20-13263 », *Bulletin Joly Travail*, octobre 2021, n° 10, p. 38.
 111. KEIM-BAGOT Morane, « La faute inexcusable de droit n'est pas subordonnée à l'exercice du droit d'alerte, Civ. 2e, 8 juil. 2021, n° 19-25.550 », *Bulletin Joly travail*, octobre 2021, n° 10, p. 40.
 112. MOIZARD Nicolas, « Commentaire sous CJUE 21 septembre 2017, aff. C-149/16, Halina Socha e.a. c. Szpital Specjalistyczny im. A. Falkiewicza we Wroclawiu et CJUE 21 septembre 2017, aff. C-429/16, Malgorzata Ciupa, "Les accords sur l'emploi (version ordonnances Macron) sont-ils compatibles avec la directive « licenciements collectifs » », *Revue du droit du travail*, 2018, p. 128-131.
 113. MOIZARD Nicolas, « Commentaire sous CJUE 19 juillet 2017, C-143/16, Abercrombie & Fitch Italia Srl c. Antonio Bordonaro, « Feu vert de la CJUE pour le contrat de travail intermittent italien pour les jeunes » », *Revue du droit du travail*, 2017, p. 551.
 114. MOIZARD Nicolas, « Commentaire sous CJUE, 24 novembre 2016, C-443/15, David L. Parris « La CJUE limite la reconnaissance de la discrimination multiple » », *Revue du droit du travail*, 2017, p. 267.
 115. MOIZARD Nicolas, « Le panel de comparaison dans la preuve des discriminations ou de l'inégalité de traitement », obs. sous Soc. 30 septembre 2015 », *Revue de droit du travail*, 2016, p. 42.
 116. MOIZARD Nicolas, SCHMITT Mélanie et FRAPARD Mathilde (doctorante), chronique annuelle régulière de droit social européen, *Journal de droit européen*.
 117. MRAOUAHI Sabrina, « « Péremption prud'homale : pas de péremption sans injonction signée d'un juge », comm. 7 juil. 2021, n° 20-12.892 », *Lexbase Hebdo Édition Sociale*, septembre 2021, n° 876.
 118. MRAOUAHI Sabrina, « « Portée de la règle de l'unicité de l'instance : l'inflexibilité règne », comm. Cass. soc. 29 sept. 2021, n° 20-10.634 », *Lexbase Hebdo Édition Sociale*, octobre 2021, n° 882.
 119. MRAOUAHI Sabrina, « « Portée de l'effet interruptif de prescription de l'action prud'homale », comm. Cass. soc. 15 sept. 2021, n° 19-24.011 », *Revue de droit du travail*, 2021.
 120. SCHMITT Mélanie et LARONZE Fleur, « La religion et le travail au milieu du gué européen : sur la méthode juridico-politique des avocats généraux près la CJUE », *Revue du droit des religions*, n° 3, 2017, p. 125-137 (en [open access, DOI : 10.4000/rdr.870](#)).

2. Ouvrages

Ouvrages scientifiques

121. DUQUESNE François, *Droit des sociétés commerciales*, 8^e éd., Bruxelles, Bruylant, 2021.
122. DUQUESNE François, *Droit du travail 2021*, 16^e éd., Paris, Gualino, 2021, 322 p.

123. DUQUESNE François, *Droit des sociétés commerciales*, 7^e éd., Bruxelles, Bruylant, 2020, 416 p.
124. DUQUESNE François, *Droit du travail*, 15^e éd., Paris, Gualino, 2020, 316 p.
125. DUQUESNE François, *Le Comité Social et économique*, 3^e éd., Paris, Gualino, 2020, 88 p.
126. DUQUESNE François, *Droit du travail 2019*, 14^e éd., Paris, Gualino, 2019, 312 p.
127. DUQUESNE François, *Le comité social et économique (CSE). La nouvelle instance de représentation des salariés dans l'entreprise*, 2^e éd., Paris, Gualino, 2019, 480 p.
128. DUQUESNE François, *Droit des sociétés commerciales*, 5^e éd., Bruxelles, Bruylant, 2018, 406 p.
129. DUQUESNE François, *Droit du travail 2018*, 13^e éd., Paris, Gualino, 2018, 304 p.
130. DUQUESNE François, *Droit des sociétés commerciales*, 4^e éd., Bruxelles, Bruylant, 2017.
131. DUQUESNE François, BOUTON Jacqueline et MRAOUAHI Sabrina, *Cours de droit du travail*, 1^{ère} éd., Paris, Gualino, 2020, 552 p.
132. DUQUESNE François, COEURET A. et FORTIS E., *Droit pénal du travail*, 6e éd., Paris, LexisNexis, 2016, 606 p.
133. DUQUESNE François et HEINTZ Joey, *La négociation d'entreprise*, 1^{ère} éd., Paris, Gualino, 2019, 96 p.
134. DUQUESNE François et SACHS-DURAND Corinne, *Droit du travail en 60 fiches*, 1^{ère} éd., Paris, Gualino, 2016, 250 p.
135. DUQUESNE François, *Droit du travail, mémento*, 11^e éd., Paris, Gualino, 2016, 272 p.

Direction et coordination d'ouvrages scientifiques

136. LARONZE Fleur (dir.), *L'organisation religieuse, une entreprise comme une autre ?*, *Revue du droit des religions*, n° 5, Presses universitaires de Strasbourg., 2018, 104 p. (en [open access, DOI : 10.4000/rdr.380](#)).

Direction d'ouvrages scientifiques en anglais

137. SCHMITT Mélanie, DORSSEMONT Filip, CLAUWAERT Stefan *et al.* (dir.), *The Charter of Fundamental Rights of the European Union and the Employment Relation*, Oxford, Bloomsbury-Hart Publishing, 2019, 712 p.

Chapitres d'ouvrages

138. BOUTON Jacqueline, « La mise en lumière du lanceur d'alerte », in Rognon Frédéric (éd.), *Colère, indignation, engagement. Formes contemporaines de citoyenneté*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2019.
139. BOUTON Jacqueline, « Lanceur d'alerte, nouvelle mouture et grains à moudre », in Clay Thomas, Fauvarque-Cosson Bénédicte, Renucci Florence, et al. (éd.), *Etats généraux de la recherche sur le droit et la justice*, Paris, LexisNexis, 2018, p. 701.
140. DABOSVILLE Benjamin et URBAN Quentin, « Préserver l'imagination normative en droit du travail », in Collectif (éd.), *A droit ouvert, Mélanges en l'honneur du Professeur Antoine Lyon-Caen*, Paris, Dalloz, 2018, p. 239-258.
141. DE QUENAUDON René, « Responsabilité sociale des entreprises », Répertoire de droit du travail Dalloz, Paris, Dalloz, 2017.
142. DUQUESNE François, « Travail dissimulé », *JurisClasseur Travail*, LexisNexis, 2021.
143. LARONZE Fleur, « Le salarié et le cumul de statuts juridiques : un janus en trompe l'œil », in Mazuyer Emmanuelle (éd.), *La place des salariés dans l'entreprise*, Paris, Mare et Martin, 2019, p. 197.
144. LARONZE Fleur, « Le règlement des conflits de soft law en droit interne », in Deumier P. et Sorel J.-M. (éd.), *Regards croisés sur la soft law en droit interne, européen et international*, Paris, LGDJ, 2017, p. 405-425.
145. LARONZE Fleur, « La norme ISO 26000, source d'une responsabilité métamorphosée ? », in

- Martin-Chenut Kathia et Quenaudon (de) René (éd.), *Développement durable : mutations ou métamorphoses de la responsabilité ?*, Paris, Pedone, 2016, p. 165-176 (en [open access](#)).
146. LARONZE Fleur, « Liberté religieuse et non discrimination en droit du travail français », in Rodriguez Blanco M. et Gonzalez Sanchez M. (éd.), *Libertad religiosa y no discriminacion en el ambito laboral*, *Revista Derecho y Religion*, 2016, p. (en [open access](#)).
147. MOIZARD Nicolas, « Droit social de l'Union européenne, Relations individuelles de travail, l'exécution du contrat de travail », *Jurisclasseur Europe Traité*, 2021.
148. MOIZARD Nicolas, « La plasticité de la compétence transnationale du comité d'entreprise européen », in Lasserre Capdeville Jérôme, Ravel d'Esclapon (de) Thibault, Rontchevsky Nicolas, Simler Philippe (éd.), *Mélanges en l'honneur de Jean-Patrice et Michel Storck. Liber amicorum*, Paris, Dalloz, 2021, p. 411-422 [pluri-équipe 1 ; 3 ; 4].
149. MOIZARD Nicolas, « La preuve des discriminations (droit du travail-droit civil) », in Tharaud Delphine et Boyer-Capelle Caroline (éd.), *Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination*, L'Harmattan, 2021.
150. MOIZARD Nicolas, « Le panel de comparaison », in Tharaud Delphine et Boyer-Capelle Caroline (éd.), *Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination*, L'Harmattan, 2021.
151. MOIZARD Nicolas, « La difficulté de faire valoir les obligations familiales impérieuses face aux besoins de l'entreprise », in Marguénaud Jean-Pierre, Meyzeaud-Garaud Marie-Christine, Perrot Xavier, et al. (éd.), *Mélanges en l'honneur de Jean Mouly. Voyage au bout de la logique juridique*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2020, p. 289-300.
152. MOIZARD Nicolas, « La vigilance des organisations syndicales lors de la négociation collective d'entreprise », in Collectif (éd.), *Liber amicorum en hommage à Pierre Rodière. Droit social international et européen en mouvement*, Paris, LGDJ, 2019, p. 297-309.
153. MOIZARD Nicolas, « La frontière entre "travailleurs" et "travailleurs indépendants" et le droit des discriminations de l'Union européenne », in Barbou des Places Ségolène, Pataut Etienne et Rodière Pierre (éd.), *Les frontières de l'Europe sociale*, Paris, Pedone, 2018, p. 193-210.
154. MOIZARD Nicolas, « Le législateur doit-il favoriser la culture du dialogue social ? », in Collectif (éd.), *Mélanges offerts à Geneviève Pignarre*, Paris, LGDJ, 2018, p. 615-623.
155. MOIZARD Nicolas, « Le comité d'entreprise et le groupe en droit interne », in Bonnin Vincent (éd.), *Le comité d'entreprise dans l'évolution de la représentation collective des salariés*, vol. 85, Paris, LGDJ Lextenso, 2017, p. 59-70.
156. MOIZARD Nicolas, « Les variations du principe d'égalité de traitement : l'exemple des accords collectifs catégoriels de prévoyance », in Ouvrage collectif (éd.), *Liber Americorum en l'honneur du Professeur Joël Monéger*, Paris, LexisNexis, 2017, p. 299-310.
157. MULLER Fabienne, « Les inspections communes et concertées, des tigres de papier ? », in Borelli Silvia, Morsa Marc et Allamprese Andrea (éd.), *L'autorité européenne du travail*, Bruxelles, Bruylant, 2020, p. 100-135 (en [open access](#)).
158. ROCCA Marco, « Les dernières minutes de la dernière chance : l'agence européenne du travail et L'union en 2019 », in Borelli Silvia, Morsa Marc et Allamprese Andrea (éd.), *L'autorité européenne du travail*, Bruxelles, Belgique, Bruylant, 2020, p. 25-44.
159. ROCCA Marco, « Perspective internationale : les juges face aux plateformes », in Lamine Auriane et Wattecamp Céline (éd.), *Quel droit social pour les travailleurs de plateformes ?*, Wavre, Belgique, Anthemis, 2020, p. 85-98 (en [open access](#)).
160. ROCCA Marco, « La discipline du transfert d'entreprise en droit italien face au droit de l'Union européenne », in Kéfer Fabienne (éd.), *Les transferts conventionnels d'entreprises – Les frictions entre le droit européen et les droits nationaux espagnol, français, luxembourgeois, italien et belge*, Bruxelles, Belgique, Bruylant, 2019, p. 113-132 (en [open access](#)).
161. ROCCA Marco, « La réforme de la directive détachement », in Dorssemont Filip, Frankart Aurélie, Morsa Marc, et al. (éd.), *Le travail détaché face au droit européen – Perspectives de droit social et de droit fiscal*, Bruxelles, Belgique, Larcier, 2019, p. 15-34.
162. SCHMITT Mélanie, « De l'irréductible dualité de la conception européenne des droits sociaux », in

Marguénaud Jean-Pierre, Radé Christophe, Meyzeaud-Garaud Marie-Christine, *et al.* (éd.), *Mélanges offerts au Professeur Jean Mouly. Voyage au bout de la logique juridique*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2020, p. 341-349.

163. SCHMITT Mélanie, « Concurrence, coopération, conflit. Jalons pour une reconceptualisation du droit social de l'Union européenne », in Pataut E., Petit F., Robin-Olivier S., *et al.* (éd.), *Mélanges en l'honneur de Pierre Rodière*, Paris, LGDJ Lextenso, 2019, p. 461-474.
164. TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie, « La protection du chaland dans quelques droits locaux en langue romane aux XIII^e et XIV^e siècles. Entre régulation du marché et réglementation de la vente », *Mélanges en mémoire du Professeur Didier Ferrier*, Paris, LexisNexis, 2021, p. 641-652.
165. TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie, « Le prêt d'honneur dans le monde économique, outil de protection sociale ou instrument de crédit au XIX^e siècle ? », in Lasserre Capdeville Jérôme, Ravel d'Esclapon (de) Thibault, Rontchevsky Nicolas, Simler Philippe (éd.), *Mélanges en l'honneur de Jean-Patrice et Michel Storck. Liber amicorum*, Paris, Dalloz, 2021, p. 751-772 [pluri-équipe 1 ; 3 : 4].
166. TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie, « Présentation », in Berrod Frédérique, Clermont Philippe et Trentesaux Damien (éd.), *Droit et robots : Droit science-fictionnel et fictions du droit*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2020, p. 7-12.

Chapitres d'ouvrages en anglais ou dans une autre langue étrangère

167. LARONZE Fleur, « Article 10 of the Charter of Fundamental Rights of the European Union (Freedom of thought, conscience and religion) », in Dorssemont Filip, Lörcher Klaus, Clauwaert Stefan, *et al.* (éd.), *The Charter of Fundamental Rights of the European Union and the Employment Relation*, Oxford, Hart Publishing, 2019, p. 273-293.
168. MOIZARD Nicolas, « The Internationalization of Case-Law », in Motic Iulia, Pinto de Albuquerque Paulo et Wojtyczek Krzysztof (éd.), *New developments in Constitutional Law, Essays in Honour of Andras Sajó*, The Hague, Eleven International Publishing, 2018, p. 143-158.
169. MOIZARD Nicolas et HAGUENAU-MOIZARD Catherine, « The Internationalization of Case-Law », in Motoc Lulia, Pinto de Albuquerque Paulo et Wojtyczek Krzysztof (éd.), *New Developments in Constitutional Law, Asys in Honour of Andras Sajó*, La Haye, Eleven International Publishing, 2018, p. 143-158.
170. ROCCA Marco, « Stepping stones over troubled waters. Recent legal evolutions and the reform of the Posting of Workers Directive », in Lillie Nathan et Arnholtz Jens (éd.), *Posted Work in the European Union. The Political Economy of Free Movement*, London, Routledge, 2020, p. 167-184 (en [open access](#)).
171. ROCCA Marco et DORSSEMONT Filip, « Article 28 – The Right to Collective Action and Collective Bargaining », in Lörcher Klaus, Clauwaert Stefan, Dorssemont Filip, *et al.* (éd.), *The Charter of Fundamental Rights of the European Union and the Employment Relation*, London, United Kingdom, Hart Publishing, 2019, p. 465-504.
172. ROCCA Marco, DUCATO Rossana et KULLMANN Miriam, « Customer ratings as a vector for discrimination in employment relations? Pathways and pitfalls for legal remedies », in Ales Edoardo, Curzi Ylenia, Addabbo Tindara, *et al.* (éd.), *Performance Appraisal in Modern Employment Relations. An Interdisciplinary Approach*, London, Palgrave MacMillan, 2019, p. 225-251 (en [open access](#)).
173. ROCCA Marco et VRIJSEN Ann, « Structural characteristics and industrial relations in the pork value chain: the case of Belgium », in Campanella Piera et Dazzi Davide (éd.), *Fairness, freedom and industrial relations across Europe: up and down the meat value chain*, Milan, Franco Angeli, 2020, p. 49-74 (en [open access](#)).
174. SCHMITT Mélanie, « The principle of social (horizontal) subsidiarity », in Borelli Silvia et Dorssemont Filip (éd.), *European social dialogue in the Court of Justice. An amicus curiae workshop on the EPSU case*, WP C.S.D.L.E. “Massimo D’Antona”, collective Volumes, 2020, p. 56-63 (en [open access](#)).
175. SCHMITT Mélanie, « Article 30. Protection in the event of unjustified dismissal », in Schmitt

Mélanie, Dorssemont Filip, Clauwaert Stefan, *et al.* (éd.), *The charter of Fundamental Rights of the European Union and the Employment Relation*, Oxford, Bloomsbury-Hart Publishing, 2019, p. 505-534.

176. SCHMITT Mélanie, « Art. 24 RESC The Right to Protection in Cases of Termination of Employment », in Ales Edoardo, Bell Mark, Deinert Olaf, *et al.* (éd.), *International and European Labour Law. A Commentary*, Baden-Baden, Germany, Nomos-Hart, 2018, p. 336-338.
177. SCHMITT Mélanie, « The right to protection in cases of termination of Employment – Article 24 », in Bruun Niklas, Clauwaert Stefan, Lörcher Klaus, *et al.* (éd.), *The European Social Charter and the Employment Relation*, Oxford, Bloomsbury – Hart publishing, 2017, p. 412-438.

3. Production dans des colloques/congrès, séminaires de recherche

Éditions ou coordination d'un volume d'actes de colloques/congrès

178. LARONZE Fleur (dir.), *La société à mission. Perspectives critiques sur l'entreprise sous l'angle de la loi PACTE*, actes du colloque du 2 mai 2019 « L'entreprise à mission » Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2021, 328 p. [pluri-équipe 3 ; 4].
179. LARONZE Fleur (dir.), *Les dualités de la rémunération : influences et prospectives*, actes du colloque du 2 juin 2016, Bruxelles, Bruylant, 2018, 314 p.
180. LARONZE Fleur (dir.), *De la rémunération salariale à la rémunération non salariale, actes du séminaire « La rémunération non salariale - Étude des dispositifs de partage du profit » du 16 octobre 2015*, Bruxelles, Bruylant, 2017, 196 p.
181. SCHMITT Mélanie, MOIZARD Nicolas et BENOÎT-ROHMER Florence (dir.), *Renverser la perspective : les droits sociaux comme remèdes à la crise !*, actes du colloque « Renverser la perspective : les droits sociaux comme remède aux crises européennes », 2 juin 2017, Strasbourg, *Revue des droits de l'homme*, vol. 13, 2017, 135 p. (en [open access](#)).

Articles publiés dans des actes de colloques/congrès

182. LARONZE Fleur, « La réforme éludée de l'entreprise, Une histoire sans fin ? », in Laronze Fleur (éd.), *La société à mission. Perspectives critiques sur l'entreprise sous l'angle de la loi PACTE*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2021, p. 30-63.
183. LARONZE Fleur, « Les modes de gouvernance associant les salariés », in Bellini Béatrice (dir.), *Plateforme RSE, France Stratégie*, actes du séminaire du 10 janvier 2019, p. 27-30 (en [open access](#)).
184. LARONZE Fleur, « La rémunération, instrument de performance sociale du travailleur ou de l'entreprise ? », in Laronze Fleur (éd.), *Les dualités de la rémunération*, Bruxelles, Bruylant, 2019, p. 209-239.
185. LARONZE Fleur, « La rémunération : objet juridique ou économique ? Paradoxe sur le rôle du juriste », in Laronze Fleur (éd.), *De la rémunération salariale à la rémunération non salariale*, Bruxelles, Bruylant, 2017, p. 101-123.
186. LARONZE Fleur, « L'évitement du juge social », in Martin-Chenut Kathia et Quenaudon (de) René (éd.), *La RSE saisie par le droit. Perspectives interne et internationale*, Paris, Pedone, 2016, p. 545-567 (en [open access](#)).
187. SCHMITT Mélanie, « La rémunération du salarié saisie par le droit européen », in Laronze Fleur (éd.), *Les dualités de la rémunération*, Bruxelles, Bruylant, 2018, p. 314 et s.
188. SCHMITT Mélanie, « La fonction des droits sociaux, du pilier au socle », in Benoît-Rohmer Florence, Moizard Nicolas et Schmitt Mélanie (éd.), *Renverser la perspective : les droits sociaux comme remèdes à la crise !*, 2017, n° 13, p. 50-64 (en [open access](#)).
189. SCHMITT Mélanie, « L'Union européenne et la rémunération des travailleurs salariés », in Laronze Fleur (éd.), *De la rémunération salariale à la rémunération non salariale*, Bruxelles, Bruylant, 2017,

p. 67-81.

190. TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie, « La minorité face à l'intérêt public. Le sort des droits des usiniers hydrauliques en Alsace, au XIX^e siècle », *Actes du colloque de Dijon, 2016*, Dijon, Mémoire de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, romands et comtois, 2017, p. 321-343.

Autres produits présentés dans des colloques/congrès et des séminaires de recherche (communications sans actes)

191. BOUTON Jacqueline, « Justice écologique et environnementale », Programme « Éthique et santé/Bioéthique et société, cultures et religions », séminaire du cycle « Éthique et pandémie », M.-J. THIEL (dir.), CEERE, mars 2021.
192. BOUTON Jacqueline, « Justice sociale versus Justice individuelle », Programme « Éthique et santé/Bioéthique et société, cultures et religions », séminaire du cycle « Éthique et pandémie », M.-J. THIEL (dir.), CEERE, février 2021.
193. BOUTON Jacqueline, « Lanceur d'alerte en matière sanitaire et environnementale », présenté à la journée d'étude organisée par la commission environnement-santé du Syndicat des Avocats de France, Strasbourg, octobre 2019.
194. BOUTON Jacqueline, « La protection des lanceurs d'alerte, un marqueur démocratique ? », présenté à « 48 heures chrono sur les lanceurs d'alerte », Conseil de l'Europe, Strasbourg, mars 2019.
195. BOUTON Jacqueline, « Quand les robots interviennent dans la vie privée – Enjeux éthiques et juridiques », présenté à « Les enjeux éthiques de la santé augmentée, TIC et nouvelles technologies », Séminaire Bioéthique et société, M.-J. THIEL (dir.), CEERE, Université de Strasbourg, février 2018.
196. BOUTON Jacqueline, « Les lanceurs d'alerte » (Atelier 7), présenté aux « États généraux de la recherche sur le droit et la justice » co-organisés par le Secrétariat d'État à l'enseignement supérieur et à la recherche et le GIP Mission de recherche Droit et Justice, en collaboration avec le ministère de la Justice, le CNRS, l'ENM, et les universités, Paris, février 2017.
197. DABOSVILLE Benjamin, « 40 ans d'instances représentatives du personnel », présenté à « 40 ans de sciences sociales du travail », colloque organisé par l'université de Rennes II, 25-26 novembre 2021.
198. DABOSVILLE Benjamin, « La rupture conventionnelle collective », présentée au Rendez-vous du dialogue social, webinaire, 27 avril 2021.
199. DABOSVILLE Benjamin, « Les attributions des institutions représentatives du personnel dans la protection de la santé des travailleurs : le cas allemand », intervention au séminaire du groupe d'études franco-allemand sur le contentieux du travail portant sur « Le rôle des représentants des salariés dans la protection de la santé au travail », 15 janvier 2021.
200. DABOSVILLE Benjamin, « L'intégration du travailleur international : entre principe de réalité et pluralisme juridique », présenté à « Les mutations de la figure du travailleur au prisme de l'internationalisation du droit du travail », Colloque en ligne organisé par les universités de Cergy-Paris et de Paris-Nanterre, 4 décembre 2020.
201. DABOSVILLE Benjamin, « Les outils de coordination entre le CSE et ses satellites », présenté à « Le CSE : acteurs et actions en matière de négociation collective », colloque organisé par l'équipe de droit social de l'UMR 7354 DRES, Université de Strasbourg, 13 février 2020.
202. DABOSVILLE Benjamin, « L'aménagement du travail pour raisons religieuses », présenté à « Liberté d'expression et fait religieux », séminaire du Groupe d'études franco-allemand sur le contentieux du travail, Hambourg, Allemagne, 3 mai 2019.
203. DABOSVILLE Benjamin, « Les lanceurs d'alerte dans le monde de l'entreprise : Quels modes d'action ? Quelle protection concrète ? », présenté à « 48 heures chrono : lanceurs d'alerte », Conseil de l'Europe, Strasbourg, 14 mars 2019.
204. DABOSVILLE Benjamin, « Accords collectifs et consultation de la collectivité des salariés », présenté à « Représentation et négociation collectives à la lumière des ordonnances Macron », Université de Strasbourg, 18 décembre 2018.

205. DABOSVILLE Benjamin, « Les pratiques de négociation : quel cadre juridique ? », présenté à « Les pratiques de négociation et les compétences mises en œuvre », Institut d'études sociales, Grenoble, 14 septembre 2018.
206. DABOSVILLE Benjamin, « Quels changements après les ordonnances réformant le Code du travail ? », présenté au Rendez-vous du dialogue social, Châlons-en-Champagne, 21 décembre 2017.
207. DABOSVILLE Benjamin, « Quels changements après les ordonnances réformant le Code du travail ? », présenté au Rendez-vous du dialogue social, Épinal, 7 décembre 2017.
208. DABOSVILLE Benjamin, « Les modèles nationaux de rémunération face au droit européen : le droit allemand », présenté à « Un salaire minimum pour l'Europe », Comptrasec UMR 5114, Bordeaux, 6 novembre 2017.
209. DABOSVILLE Benjamin, « La rémunération des temps de moindre activité constitue-t-elle une rémunération au sens du salaire minimum ? », présenté à « Le salaire minimum légal », Groupe d'études franco-allemand sur le contentieux du travail, Cologne, Allemagne, 28 avril 2017.
210. DABOSVILLE Benjamin, « Introduction », présenté à Les principales dispositions de la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » », Strasbourg, 3 mars 2017.
211. DABOSVILLE Benjamin, « Introduction », présenté à « Les principales dispositions de la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » », Metz, 3 février 2017.
212. DABOSVILLE Benjamin, « Introduction », présenté à « Les principales dispositions de la loi du 8 août 2016 dite « Loi Travail » », Châlons-en-Champagne, 30 janvier 2017.
213. DABOSVILLE Benjamin, « Introduction », présenté le cadre des journées ou Matinées d'information « Dialogue social » (convention DIRECCTE– Institut du Travail, Université de Strasbourg), 2^e journée d'information à Strasbourg, 14 décembre 2016.
214. DABOSVILLE Benjamin, « Introduction », présenté à « Protection des données de l'entreprise et droits des travailleurs : l'impossible conciliation des intérêts », université de Strasbourg, UMR 7354-DRES, 2 décembre 2016.
215. DABOSVILLE Benjamin et KOCHER Marguerite, « Les institutions représentatives du personnel », présenté à la conférence dans le cadre des journées ou Matinées d'information « Dialogue social » (convention DIRECCTE– Institut du Travail, Université de Strasbourg), 2^e journée d'information à Strasbourg, 14 décembre 2016.
216. DABOSVILLE Benjamin et TOURNADRE F., « Regards croisés sur la négociation collective et la BDES », présenté au Rendez-vous du dialogue social, Charleville-Mézières, 20 mars 2018.
217. FUENTES Catherine, THIÉBAUT C., « Regards croisés sur le comité social et économique (CSE) », présenté au Rendez-vous du Dialogue Social, Strasbourg, juin 2018.
218. GARAT Tiphaine, « 40 ans d'inaptitudes au travail », présenté à « 40 ans de sciences sociales du travail », colloque organisé par l'Université de Rennes II, 25-26 novembre 2021.
219. JOHANSSON Anja, « Heures supplémentaires dans le cadre de la semaine, d'une modulation, d'une annualisation », présenté aux journées d'information prud'homale à destination des conseillers prud'hommes du collège des salariés, Dijon, 24 novembre 2021.
220. JOHANSSON Anja, « Requalification du CDD en CDI : cas et conséquences », présenté aux journées d'information prud'homale à destination des conseillers prud'hommes du collège des salariés, Grand Est, visioconférence, 12 novembre 2021.
221. JOHANSSON Anja, « Temps partiel, notamment la requalification en temps plein », présenté aux journées d'information prud'homale à destination des conseillers prud'hommes du collège des salariés, Strasbourg, 10 novembre 2021.
222. JOHANSSON Anja, « Le harcèlement moral », présenté aux journées d'information prud'homale à destination des conseillers prud'hommes du collège des salariés, Bourgogne–Franche-Comté, visioconférence, 20 mai 2021.
223. JOHANSSON Anja, « Contrat de travail temporaire : requalification en CDI avec l'entreprise de travail temporaire et/ou avec l'entreprise utilisatrice, sur quels fondements ? », présenté aux journées d'information prud'homale à destination des conseillers prud'hommes du collège des salariés, visioconférence, Grand Est, 12 avril 2021.

224. JOHANSSON Anja, « Contrat de travail temporaire : requalification en CDI avec l'entreprise de travail temporaire et/ou avec l'entreprise utilisatrice, sur quels fondements ? », présenté aux journées d'information prud'homale à destination des conseillers prud'hommes du collège des salarié·es, visioconférence, Grand Est, 31 mars 2021.
225. JOHANSSON Anja, « Le harcèlement moral », présenté aux journées d'information prud'homale à destination des conseillers prud'hommes du collège des salariés, Bourgogne–Franche-Comté, visioconférence, 25 novembre 2020.
226. JOHANSSON Anja, « Le harcèlement moral », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), Visioconférence, Dijon, 25 novembre 2020.
227. JOHANSSON Anja, « Requalification du CDD en CDI : cas et conséquences », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), Visioconférence, Strasbourg, 12 novembre 2020.
228. JOHANSSON Anja, « Requalification du CDD en CDI : cas et conséquences », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), Visioconférence, Strasbourg, 9 novembre 2020.
229. JOHANSSON Anja, « Le harcèlement moral », présenté aux journées d'information prud'homale à destination des conseillers prud'hommes du collège des salariés, Grand Est, visioconférence, 22 juin 2020.
230. JOHANSSON Anja, « Le harcèlement moral », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), Visioconférence, Strasbourg, 22 juin 2020.
231. JOHANSSON Anja, « Motifs de licenciement permettant d'écarter le barème : discrimination, libertés fondamentales... », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), 18 décembre 2019.
232. JOHANSSON Anja, « L'incidence du droit disciplinaire sur le droit de licenciement », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), 10 mai 2019.
233. JOHANSSON Anja, « Le contentieux prud'homal après les ordonnances (en matière de licenciement) », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), 10 décembre 2018.
234. JOHANSSON Anja, « Actualité législative et jurisprudentielle sur le CDD ; Le contentieux des heures supplémentaires », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), 28 novembre 2018.
235. JOHANSSON Anja, « Nouveautés en matière de licenciement », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), 23 mai 2018.
236. JOHANSSON Anja, « Thème 2 : La négociation collective : Vers un renforcement de la négociation collective ? », présenté au colloque « Après les ordonnances, un nouveau dialogue social ? », Université de Strasbourg, 30 novembre 2017.
237. JOHANSSON Anja, « La négociation collective : Vers un renforcement de la négociation collective ? », présenté au colloque « Après les ordonnances, un nouveau dialogue social ? », Journée de l'Institut du travail, Université de Strasbourg, 30 novembre 2017.
238. JOHANSSON Anja, « Le temps de travail après la loi "travail" », présenté à conférence dans le cadre des journées ou Matinées d'information « Dialogue social » (convention DIRECCTE– Institut du Travail, Université de Strasbourg), 1e journée d'information à Strasbourg, Strasbourg, 16 novembre 2017.
239. JOHANSSON Anja, « Les ordonnances : Les points essentiels en matière de licenciement (Indemnisation ; Licenciement pour inaptitude, Licenciement pour motif économique) », présenté à Conférences dans le cadre des Journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), 23 octobre 2017.
240. JOHANSSON Anja, « Pour un autre code du travail : Une alternative aux ordonnances », Université Paul-Valéry, Montpellier, 16 octobre 2017 ([en open access](#)).

241. JOHANSSON Anja, « Réécrire le Code du travail et repenser la société. Discussion autour de la Proposition de Code du travail », Strasbourg, Librairie Kléber, 13 mai 2017.
242. JOHANSSON Anja, « L'inaptitude après la loi "travail" », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), 3 mai 2017.
243. JOHANSSON Anja, « Conférence-Discussion autour de l'ouvrage "Proposition de Code du travail" », Matinales de la Bibliothèque de recherche juridique, Université de Strasbourg, 25 avril 2017.
244. JOHANSSON Anja, « Protection et développement du temps libre », présenté à la Conférence-Débat sur une Proposition de code du travail, Université Paris Ouest Nanterre, 31 mars 2017.
245. JOHANSSON Anja, « Le temps de travail après la loi "travail" », présenté à la conférence dans le cadre des journées ou Matinées d'information « Dialogue social » (convention DIRECCTE– Institut du Travail, Université de Strasbourg), 3e journée d'information à Strasbourg, Strasbourg, 3 mars 2017.
246. JOHANSSON Anja, « Le temps de travail après la loi "travail" », présenté à la conférence dans le cadre des journées ou Matinées d'information « Dialogue social » (convention DIRECCTE– Institut du Travail, Université de Strasbourg), Metz, 3 février 2017.
247. JOHANSSON Anja, « Le temps de travail après la loi "travail" », présenté à la conférence dans le cadre des journées ou Matinées d'information « Dialogue social » (convention DIRECCTE– Institut du Travail, Université de Strasbourg), Châlons-en-Champagne, 30 janvier 2017.
248. JOHANSSON Anja, « Le temps de travail après la loi "travail" », présenté à la conférence dans le cadre des journées ou Matinées d'information « Dialogue social » (convention DIRECCTE– Institut du Travail, Université de Strasbourg), 2e journée d'information à Strasbourg, Strasbourg, 14 décembre 2016.
249. JOHANSSON Anja, « Les moyens de preuve devant le conseil de prud'hommes », présenté à la conférence dans le cadre des journées d'information prud'homale (Convention ministère du Travail – Institut du Travail, Université de Strasbourg), 4 novembre 2016.
250. JOHANSSON Anja, « La reconnaissance juridique de la valeur travail », présenté à « Où va le travail ? », colloque de célébration des 60 ans de l'Institut du travail de Strasbourg, Université de Strasbourg, 4 juillet 2016.
251. LARONZE Fleur, « Introduction », présenté à « Le Comité social et économique (CSE) : acteurs et actions en matière de négociation collective », Université de Strasbourg, 13 février 2020.
252. LARONZE Fleur, « Les évolutions législatives en matière d'égalité professionnelle dans l'entreprise », interventions au Centre d'information sur le droit des femmes et des familles du Bas-Rhin, Strasbourg, 19 mai 2016, 27 novembre 2018 et 14 décembre 2018.
253. LARONZE Fleur, G. Mignot, et C. Paolone, « Bilan, perspectives et réciprocité entre acteurs publics, structures privées de l'ESS et communautés religieuses, linguistiques, territoriales », présenté au 2^e Forum International de l'Économie Sociale et Solidaire - Réciprocité dans la coopération, du local à l'international : créativité de l'économie sociale et solidaire en temps de crise, Université de Haute-Alsace et Université de Carthage-Tunisie, 25 octobre 2018.
254. LARONZE Fleur, « Pouvoir et Responsabilité des sociétés d'un groupe à l'égard des salariés », présenté à « Interstices de transnationalité et protection des droits humains » (Projet de recherche de J. Lelieur, D. Porcheron et M. Schmitt), Université de Strasbourg, 25 septembre 2018.
255. LARONZE Fleur, « Labour Law and the quest for social performance indicators », présenté à Colloque Employment relations in the 21st century: Challenges for theory and research in a changing world of work, IREC (Industrial Relations in Europe Conference), Katholieke Universiteit Leuven, 10 septembre 2018.
256. LARONZE Fleur, « For the Renewal of the Social Performance or take worker's economic role into account through interdisciplinary perspective », présenté au Colloque Assessing Workers' Performance in a Changing Technological and Societal Environment: An Interdisciplinary and Multifaceted Perspective, Marco Biagi Foundation, Université de Modène, Italie, 19 mars 2018.
257. LARONZE Fleur, « Les indicateurs comme méthode d'évaluation de l'Europe sociale », présenté à « Les périmètres de l'Europe sociale », Les rencontres d'automne de l'AFDT, Strasbourg, 8 septembre 2017.

258. LARONZE Fleur, « La recherche d'une performance économique par la norme : le mythe de la soft law », présenté à « Le rôle des normes entre performance économique et enjeux sociétaux », Plateforme RSE France Stratégie (École des Mines), 29 mars 2017.
259. LARONZE Fleur, « Le droit du licenciement pour motif économique, les modifications apportées par la loi Travail », présenté à la conférence sur la Loi travail, Université de Strasbourg, 17 octobre 2016.
260. LARONZE FLEUR, conférence invitée sur « La norme ISO 26000, point de rencontre entre les normes et les ordres juridiques », conférence à la faculté de droit, Atelier InterAxe animé par S. Rousseau, université de Montréal (UdM), 16 février 2016 (en [open access](#)).
261. MEFTAH Inès, « Présentation introductive », présenté à la conférence en ligne « Les grands combats judiciaires de la santé au travail », Institut du travail de Strasbourg, 6 juillet 2021.
262. MEFTAH Inès, « Les accords de performance collective », présenté aux nouveaux rendez-vous du Dialogue Social, webinaire, 5 juin 2020.
263. MEYER Francis, « La santé au travail » présenté à Les principales dispositions de la loi du 8 août 2016 dite «Loi Travail» », Strasbourg, 3 mars 2017.
264. MEYER Francis, « La santé au travail » présenté à « Les principales dispositions de la loi du 8 août 2016 dite «Loi Travail» », Metz, 3 février 2017.
265. MEYER Francis, « La santé au travail » présenté à « Les principales dispositions de la loi du 8 août 2016 dite «Loi Travail» », Châlons-en-Champagne, 30 janvier 2017.
266. MEYER Francis, « La santé au travail » présenté à la conférence dans le cadre des journées ou Matinées d'information « Dialogue social » (convention DIRECCTE– Institut du Travail, Université de Strasbourg), 2^e journée d'information à Strasbourg, Strasbourg, 14 décembre 2016.
267. MOIZARD Nicolas, « 40 ans de conciliation vie professionnelle vie personnelle d'Instances représentatives du personnel », présenté à « 40 ans de sciences sociales du travail », colloque organisé par l'université de Rennes II, 25-26 novembre 2021.
268. MOIZARD Nicolas, « Obligation to be vaccinated or to hold a sanitary pass in France », présenté à « No vaccine no entry into the workplace », Webinaire, North-West University, Pretoria (Afrique du Sud), 5 octobre 2021.
269. MOIZARD Nicolas, « Les notions juridiques relatives aux violences sexuelles et aux agissements sexistes au travail » présenté à « Les nouveaux rendez-vous du Dialogue Social », webinaire, 8 avril 2021.
270. MOIZARD Nicolas « Les outils juridiques de la lutte contre les violence sexuelles et sexistes au travail », présenté au colloque consacré à la Prévention des violences sexuelles et sexistes au travail, organisé par le Centre d'information sur le droit des femmes et des familles du Bas-Rhin, Strasbourg, 21 mars 2021.
271. MOIZARD Nicolas, « Les discriminations indirectes : le regard du travailliste », présenté à « La lutte contre les discriminations au travail dans le Code du travail et le Code pénal : même combat ? », Université Paris Sud, Faculté Jean Monnet IDEP, 21 novembre 2019.
272. MOIZARD Nicolas, « Organisation du Young researchers seminar réunissant des doctorants européens et spécialement de l'Europe de l'Est, sous la direction du Pr. TEUN JASPERS (PPa) », 16 mai 2019.
273. MOIZARD Nicolas, « Les questions transnationales délimitant la compétence du comité d'entreprise européen », présenté au séminaire « Interstices de transnationalité et droits humains », UMR DRES, CDPF, Misha, Strasbourg, 25 septembre 2018.
274. MOIZARD Nicolas, « Le salaire minimum à l'heure du socle européen des droits sociaux », présenté au Groupement franco-allemand sur le contentieux du travail (GEFACT), Université de Bordeaux, 16 novembre 2017.
275. MOIZARD Nicolas, « The prohibition of discrimination towards independent workers: a European and French perspective », présenté à « Labour Law Research Network », Université de Toronto, Canada, 26 juin 2017.
276. MOIZARD Nicolas, « Le droit de la négociation collective », présenté à la conférence dans le cadre des journées ou Matinées d'information « Dialogue social » (convention DIRECCTE– Institut du Travail, Université de Strasbourg), 2^e journée d'information, Strasbourg, 14 décembre 2016.

277. MOIZARD Nicolas, « Géographie de la confidentialité », présenté à « Protection des données de l'entreprise et droits des travailleurs : l'impossible conciliation des intérêts », Université de Strasbourg, UMR 7354 DRES, 2 décembre 2016.
278. MOIZARD Nicolas, « Les nouvelles modalités de validation des accords collectifs », présenté à la journée d'étude sur la loi Travail, Université de Strasbourg, UMR 7354 DRES, 17 octobre 2016.
279. MOIZARD Nicolas et BROCKMANN J., « Les outils d'analyse de la comparaison : L'égalité femmes-hommes », présenté à « L'égalité en matière de rémunération », GEFAC, Université de Iena, Allemagne, 25 mai 2018.
280. MOIZARD Nicolas et DAUGAREILH I., « Syndicalisme international, action et négociation collectives au-delà des frontières », présenté au séminaire « La territorialité en droit social », Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, IRJS, 22 janvier 2019.
281. MOIZARD Nicolas et SCHMITT Mélanie, « Principe de proportionnalité et droits sociaux », présenté à l'école d'été des doctorants « Le principe de proportionnalité », école doctorale des sciences juridiques ED 101, Fédération de recherche L'Europe en mutation, Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion, Université de Strasbourg, 8 juillet 2021.
282. MOIZARD Nicolas et SCHMITT Mélanie, « Les périmètres de l'Europe sociale », présenté aux rencontres d'automne de l'Association française de droit du travail, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, 8 septembre 2017.
283. MRAOUAHI Sabrina, « Le régime de l'enquête en droit du travail », présenté à « Les enquêtes en droit du travail », SAF - Syndicat des Avocats de France, Paris, 11 décembre 2021.
284. MRAOUAHI Sabrina, « Télétravail – approche de droit du travail », présenté à la journée annuelle de la Société de Médecine et Santé au travail de Strasbourg, Strasbourg, 15 octobre 2021.
285. MRAOUAHI Sabrina, « Webconférence : teleworking, beta version ? Peut-on améliorer le cadre légal et conventionnel du télétravail », présenté à « Les Rencontres du travail 2021 - Du tout distanciel au juste distanciel : réflexions sur un an de travail à distance », Institut du travail de Strasbourg, 1 juillet 2021.
286. MRAOUAHI Sabrina, « Retour sur quelques incidents d'instance (2^e partie) », présenté à la journée d'information prud'homale, 12-13 avril 2021 et 31 mars-1^{er} avril 2021, Institut du travail de Strasbourg, 12 avril 2021.
287. MRAOUAHI Sabrina, « Quelle articulation avec le droit de l'UE ? Vue du droit français », présenté au séminaire de droit du travail – comparaisons franco-italiennes « Le Droit du travail à l'épreuve des nouvelles organisations productives : périmètres et protections », 13-14 décembre 2019, Université de Reims Champagne-Ardennes, CEJESCO, 13 décembre 2020.
288. MRAOUAHI Sabrina, « Retour sur quelques incidents d'instance », présenté à la journée d'information prud'homale, 9-10 novembre 2020 et 12-13 novembre 2020, Institut du travail de Strasbourg, 9 novembre 2020.
289. MRAOUAHI Sabrina, « Le télétravail », présenté au webinaire « Les Rendez-vous du Dialogue social », Institut du travail de Strasbourg et Direccte Grand Est, 3 juillet 2020.
290. MRAOUAHI Sabrina, « Les incidences sur la procédure prud'homale de la réforme de la procédure civile », présenté à la journée d'information prud'homale, 24 juin 2020 et 2 juillet 2020, Institut du travail de Strasbourg, 24 juin 2020.
291. MRAOUAHI Sabrina, « L'expert. Le CSE : acteurs et actions en matière de négociation collective », présenté à « Le CSE : acteurs et actions en matière de négociation collective », Université de Strasbourg, UMR 7354 DRES, 13 février 2020.
292. MRAOUAHI Sabrina, « Les procédures accélérées devant le conseil de prud'hommes à la lumière de l'ordonnance du 17 juillet 2019 », présenté à la journée d'information prud'homale, Institut du travail de Strasbourg, 18 décembre 2019.
293. MRAOUAHI Sabrina, « Quelle articulation avec le droit de l'UE ? – Vue du droit français », présenté à « Le Droit du travail à l'épreuve des nouvelles organisations productives : périmètres et protections », CEJESCO, Université de Reims Champagne-Ardennes, 13 décembre 2019.

294. MRAOUAHI Sabrina, « Les procédures accélérées devant le conseil de prud'hommes à la lumière de l'ordonnance du 17 juillet 2019 », présenté à la journée d'information prud'homale, Institut du travail de Strasbourg, Reims, 26 novembre 2019.
295. MRAOUAHI Sabrina, « Prévenir les risques en matière de responsabilité. Sécuriser les contrats de sous-traitance », présenté à la journée d'actualités de droit social, École d'avocat, Strasbourg, 13 janvier 2017.
296. MRAOUAHI Sabrina, « Arbeitsinspektion in einer globalisierten Welt », présenté à « Expertenworkshop des Gesprächskreises Gewerkschaften und Justitia et Pax », Francfort-sur-le-Main, Allemagne, 19 octobre 2016.
297. MULLER Fabienne, « Actualités du détachement », présenté à « Les nouveaux rendez-vous du Dialogue Social », Colmar, 22 octobre 2019.
298. MULLER Fabienne, « Renforcer la fiabilité du certificat A1 », présenté à « Crossborder Fraud/Abuse in social security », conférence de la FETBB dans le cadre d'un contrat européen soutenu par la Commission européenne, Bruxelles, Belgique, 21 février 2018.
299. MULLER Fabienne, « Quelles convergences entre la proposition de révision de la directive 96/71 et la proposition de révision des règlements de coordination des régimes de sécurité sociale ? », présenté à « Les périmètres de l'Europe sociale », Rencontres d'automne de l'Association française de droit du travail, Strasbourg, 8 septembre 2017.
300. MULLER Fabienne, « L'entreprise face à la diversification des sanctions en droit du travail. De la sanction pénale à la sanction administrative : nouveaux enjeux, nouveaux risques », Strasbourg, 31 mai 2017.
301. MULLER Fabienne, « Mobilité internationale et effectivité des droits sociaux fondamentaux », présenté à « Droits fondamentaux et contentieux social », Bordeaux, 18 mars 2016.
302. ROCCA Marco, « Extending the principle of equal treatment to posted workers. », présenté au Webinar "Posted Work: Shortfalls and Remedies", Parlement européen (Groupe GUE/NGL), 15 octobre 2021.
303. ROCCA Marco, « The reform of the Posting of Workers Directive and the long march of equal treatment », présenté à la 27th International Conference of Europeanists, 21 juin 2021.
304. ROCCA Marco, « High Labour Mobility in the Live Performance Sector and Labour Law », présenté à la conférence "The MOBILIVE research project on cross-border employment in the live performance sector, Bruxelles, Belgique, 30 mai 2021.
305. ROCCA Marco, « Détachement et A1 », présenté à la conférence de l'Association Française de Droit du Travail et de la Sécurité Sociale « Évolutions et problématiques actuelles du détachement des travailleurs en France », 31 mars 2021.
306. ROCCA Marco, « Titre de l'intervention: Highly Mobile Workers and the Live Performance Sector », présenté au webinaire « Highly Mobile Workers in the EU », MoveS Network, 26 novembre 2020.
307. ROCCA Marco, « La réglementation du détachement des travailleurs et la restructuration des filières de production en Europe », présenté au 3^e Congrès Mondial CIELO Laboral 2020 « Le travail mondialisé », Université de Nantes, 22 septembre 2020.
308. ROCCA Marco, « Döbersberger – Détachement : once more with feeling. », présenté à la online conference "Actualités en droit social de l'Union européenne", Université catholique de Leuven, Belgique, 12 juin 2020.
309. ROCCA Marco, « Une nouvelle agence dans l'Union de 2019 », présenté à « L'autorité européenne du travail », Université de Strasbourg, 19 février 2020 (en [open access](#)).
310. ROCCA Marco, « Industrial relations in the pork meat industry », présenté à MEAT.UP.FFIRE Final Conference, Université de Bologne, Italie, 23 janvier 2020.
311. ROCCA Marco, « Highly mobile workers », présenté à « Posting of Workers in the EU, ERA – Academy of European Law », Trier, Allemagne, 14 octobre 2019.
312. ROCCA Marco, « Workshop: Soft law in hard times: labour law and the European economic governance », présenté à « Law and Political Economy in Europe », Université d'Oxford, Royaume-Uni, 7 octobre 2019.

313. ROCCA Marco, « Social dialogue in the Belgian meat industry », présenté à l'open workshop "MEAT.UP.FFIRE – Fairness, Freedom and Industrial Relations across Europe: Up and Down the Meat Value Chain, Hasselt University, Belgique, 4 avril 2019.
314. ROCCA Marco, « Europe : Outil néolibéral ou protecteur ? », présenté à « L'Université en campagne contre les idées reçues », Espace culturel, Vendenheim, 27 mars 2019.
315. ROCCA Marco, « Once forgotten always forgotten? », présenté au European labour mobility congress, Cracovie, Pologne, 14 mars 2019.
316. ROCCA Marco, « Les décisions jurisprudentielles en matière de qualification de la relation de travail avec les plateformes digitales », présenté à « La sécurité sociale et un marché du travail en mutation », ministère belge de la Sécurité sociale, Bruxelles, Belgique, 12 décembre 2018.
317. ROCCA Marco, « Le cas d'espèce : le secteur de la viande face au détachement des travailleurs » et « La Directive 2018/957 de Révision », présenté à « Le travail détaché face au droit européen : perspectives de droit social et de droit fiscal », Université Saint-Louis, Bruxelles, Belgique, 29 novembre 2018.
318. ROCCA Marco, « Structural Characteristics and Labour Market in the Pork Value Chain », présenté au workshop "MEAT.UP.FFIRE – Fairness, Freedom and Industrial Relations across Europe: Up and Down the Meat Value Chain, Erlangen, Allemagne, 15 novembre 2018.
319. ROCCA Marco, « Le droit du travail et les travailleurs des plateformes digitales », présenté à « Deliveroo-nous du mal : La transformation du travail dans l'économie de plateforme », Festival des Libertés, Bruxelles, Belgique, 25 octobre 2018.
320. ROCCA Marco, NOVITZ T., et DIAS-ABBEY M., « Challenging binaries: Why we need new ways to talk about people who move for work », présenté au Labour Law Research Network 5, University of Warsaw / University of Lodz, Pologne, 27 juin 2021.
321. ROCCA Marco, SCHMITT Mélanie, « Une nouvelle source pour le droit du travail (européen) ?/A new source for (EU) labour law? », conférence sur « L'impact de la nouvelle gouvernance économique européenne sur quatre systèmes nationaux/The Impact of the New European Economic Governance on Four National Systems », dans le cadre du projet LabCore (Le droit du travail comme conditionnalité et comme recommandation/Labour Law as Conditionality and Recommendation), université de Strasbourg, 8 décembre 2021.
322. SCHMITT Mélanie, « L'autorité de la "jurisprudence" du Comité européen des droits sociaux : le(s) cas français », présenté au séminaire « Le système de réclamations collectives dans la Charte sociale européenne », Université Saint-Louis, Bruxelles, Belgique, 8 octobre 2021.
323. SCHMITT Mélanie, « Le principe de proportionnalité, un instrument de conciliation de conciliation droits sociaux collectifs et des libertés économiques », présenté à l'école d'été « Le principe de proportionnalité », Strasbourg, 8 juillet 2021.
324. SCHMITT Mélanie, « L'interdiction du travail forcé dans la mondialisation : les normes sociales internationales », présenté à la journée d'études « La lutte contre le travail forcé. Perspectives historiques et contemporaines », Strasbourg, 18 juin 2021.
325. SCHMITT Mélanie, communication « The Occupational Safety and Health Directive 89/391 », colloque international "Information and democracy at work", université catholique de Louvain – FNRS, Bruxelles, 26 mai 2021.
326. SCHMITT Mélanie, Communication « The principle of social (horizontal) subsidiarity », colloque international "Amicus Curia Workshop on the EPSU Case (European Social Dialogue) - A Meta-dialogue with the Court of Justice", université catholique de Louvain, 16 septembre 2020.
327. SCHMITT Mélanie, « Les normes juridiques internes, européennes et internationales. Le cas des discriminations au travail », présenté à la journée d'étude « Approche juridique transversale des discriminations », Strasbourg, 12 octobre 2019.
328. SCHMITT Mélanie, « Protection from dismissal on the basis of Article 24 ESC and Article 30 CFREU », présenté à « The protection of social rights in Europe and the European Social Charter », Thessalonique, Grèce, 4 octobre 2019.
329. SCHMITT Mélanie, « Améliorer l'appropriation des décisions du CEDS par les acteurs nationaux : Dirigeants politiques, partenaires sociaux, juges », présenté à l'Experts Seminar « Reinforcing social rights

protection in Europe: to achieve greater unity and equality », Présidence française du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 19 septembre 2019.

330. SCHMITT Mélanie, « Prendre les droits fondamentaux au sérieux », présenté à la conférence d'ouverture du colloque « Convictions religieuses et ajustements de la norme », Strasbourg, 5 juillet 2019.

331. SCHMITT Mélanie, « L'OIT est-elle en crise(s) ? », présenté à la table-ronde « L'OIT à l'aube d'un centenaire », Strasbourg, 4 décembre 2018.

332. SCHMITT Mélanie, « Autonomie collective et droit européen », présenté au colloque « L'autonomie collective en droit du travail », Créteil, 23 novembre 2018.

333. SCHMITT Mélanie, « Le droit à la croisée des sciences : repenser la transmission des savoirs juridiques ? », présenté au Colloque interdisciplinaire « Transmission », Université de Strasbourg et Institut Universitaire de France, 28 janvier 2018.

334. SCHMITT Mélanie, « Les perspectives du droit du travail de l'UE : la révision de la directive 91/533 sur l'obligation de l'employeur d'informer les travailleurs des conditions applicables au contrat ou à la relation de travail », présenté aux Rencontres d'Automne de l'AFDT, Strasbourg, 8 septembre 2017.

335. SCHMITT Mélanie, « Quel apport de la doctrine juridique à l'évaluation des effets des mesures d'austérité sur l'effectivité des droits sociaux ? », présenté à « Crise économique et droits sociaux : un standard de protection affaibli ? », Paris, 14 octobre 2016.

336. SCHMITT Mélanie, « De la transnationalisation à la redéfinition du droit », présenté à « Les frontières », colloque interdisciplinaire, Université de Strasbourg, 6 octobre 2016.

337. SCHMITT Mélanie, « Current reforms of French collective bargaining: New Bases for Labour Law by giving more weight to Collective Bargaining », présenté à Seminar "Fundamental Collective Labour Rights", Tilburg, Pays-Bas, 2 septembre 2016.

338. SCHMITT Mélanie et MOIZARD Nicolas, « L'autorité interne et externe de la Charte », présenté à « Protection of workers in the context of crises affecting Europe: Unlocking the potential of the European Social Charter », Université de Strasbourg, 25 avril 2016.

339. SCHMITT Mélanie, « La rémunération saisie par le droit européen », présenté à « Les dualités de la rémunération : influences et perspectives », Université de Strasbourg, 2 juin 2016.

340. SCHMITT Mélanie, « La recomposition du droit du travail de l'Union européenne », présenté à la journée d'actualité de droit social de l'Union européenne, Université de Lorraine, 17 mars 2016.

341. SCHMITT Mélanie et LARONZE Fleur, « Vers une jurisprudence de la CJUE ? », présenté au 3^{es} Rencontres « Droits et religions. La liberté de religion en débats », Strasbourg, 9 novembre 2018.

342. SCHMITT Mélanie et PFEFFERKORN R., « Femmes-Hommes, va-t-on vers plus d'égalités ? », présenté à la conférence-débat dans le cadre du projet « L'Université en campagne... contre les idées reçues ! », Médiathèque Olympes de Gougues, Strasbourg, 19 juin 2018.

343. TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie, « La santé, émergence et reconnaissance de la personne au travail », présenté à la conférence en ligne : « Les grands combats judiciaires de la santé au travail », Institut du travail de Strasbourg, 6 juillet 2021.

344. TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie, « La rémunération : mise en perspective historique », présenté à « Les dualités de la rémunération : influences et perspectives », Université de Strasbourg, 2 juin 2016.

345. TUFFERY-ANDRIEU Jeanne-Marie, « Le régime juridique des intermédiaires de commerce : La requalification du contrat dans son évolution de 1840 à 1936 », présenté à la Société d'Histoire du droit, janvier 2016.